

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Fernand Etgen, Président

2. 7666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 et modifiant :

- 1° la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'administration de l'enregistrement et des domaines ;
- 2° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;
- 3° la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale ;
- 4° la loi modifiée du 9 juillet 1937 sur l'impôt sur les assurances ;
- 5° la loi modifiée du 1^{er} février 1939 sur l'impôt dans l'intérêt du service d'incendie ;
- 6° la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession ;
- 7° la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;
- 8° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
- 9° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
- 10° la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ;
- 11° la loi modifiée du 14 mai 1997 relative à la participation à des institutions financières internationales ;
- 12° la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance ;

13° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant

- a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;
- b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;
- c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;
- 14° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;
- 15° la loi modifiée du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial (« SPF ») ;
- 16° la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ;
- 17° la loi du 19 décembre 2008 portant révision du régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement, portant transposition de la directive 2008/7/CE du Conseil du 12 février 2008 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux, modifiant : la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc., la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation, la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR), la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep, la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, et abrogeant la loi modifiée du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement ;
- 18° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

19° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;

20° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

21° la loi du 23 juillet 2016 portant création d'un impôt dans l'intérêt des services de secours ;

22° la loi modifiée du 23 décembre 2016

1. instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement ;

2. modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre ;

23° la loi modifiée du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale ;

24° la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale ;

25° la loi du 15 décembre 2020 relative au climat

et portant abrogation de la loi modifiée du 22 décembre 1993 ayant pour objet la relance de l'investissement dans l'intérêt du développement économique

et

7667 - Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget :
M. François Benoy

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Dan Kersch et M. François Bausch, Vice-Premiers Ministres ; M. Pierre Gramegna, Ministre.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. 7666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 et modifiant :

- 1° la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'administration de l'enregistrement et des domaines ;
- 2° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;
- 3° la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale ;
- 4° la loi modifiée du 9 juillet 1937 sur l'impôt sur les assurances ;
- 5° la loi modifiée du 1^{er} février 1939 sur l'impôt dans l'intérêt du service d'incendie ;
- 6° la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession ;
- 7° la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;
- 8° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
- 9° la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
- 10° la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ;
- 11° la loi modifiée du 14 mai 1997 relative à la participation à des institutions financières internationales ;
- 12° la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance ;
- 13° la loi modifiée du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

14° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;

15° la loi modifiée du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial (« SPF ») ;

16° la loi modifiée du 16 décembre 2008 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ;

17° la loi du 19 décembre 2008 portant révision du régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement, portant transposition de la directive 2008/7/CE du Conseil du 12 février 2008 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux, modifiant : la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc., la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation, la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR), la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep, la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, et abrogeant la loi modifiée du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement ;

18° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

19° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;

20° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

21° la loi du 23 juillet 2016 portant création d'un impôt dans l'intérêt des services de secours ;

22° la loi modifiée du 23 décembre 2016

1. instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement ;

2. modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre ;

23° la loi modifiée du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale ;

24° la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale ;

25° la loi du 15 décembre 2020 relative au climat et portant abrogation de la loi modifiée du 22 décembre 1993 ayant pour objet la relance de l'investissement dans l'intérêt du développement économique

7667 - Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024

Mir kommen de Mëtten zum Rapport vun der Finanzkommissioun iwwert de Projet de loi 7666 vum Staatsbudget fir d'Joer 2021 an iwwert de Projet de loi 7667 iwwert déi finanziell Programmation fir d'Joren 2020 bis 2024. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun deenen zwee Projets de loi, den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

■ **M. François Benoy (déi gréng), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Hären, eist Land ass an enger aussergewöhnlecher Situatioun. De Coronavirus huet eng weltwäit Pandemie ausgeléist, déi d'Welt, Europa a Lëtzebuerg an eng sanitär an ekonomesch Kris katapultéiert huet. Jiddweree spiert op déi eng oder aner Aart a Weis d'Konsequenze vun dëser Kris. An och de Staatsbudget ass dovunner markéiert. Op där enger Säit weinst der ekonomescher Situatioun, op där anerer Säit weinst dem enorme budgetären Impakt, dee mir gelescht hunn, fir déi Kris hei anzedämmen.

Fir schwéier gesondheetlech, sozial an ekonomesch Konsequenzen ze vermeiden, huet de Staat massiv an de Gesondheetssystem investéiert, grad wéi de Bierger an der Economie mat Hëllefën ënert d'Aerm gegraff. Gläichzäiteg si mer nieft der Coronakris natierlech och ëmmer nach mat anere groussen Erausforderunge konfrontéiert, déi net méi kleng ginn an déi och ons voll Opmierksamkeet brauchen: de Klimawandel, de Biodiversitätsverloscht, d'Logementskris an d'Ongläichheeten an onser Gesellschaft, déi klammen.

De Budgetsprojekt geet méi wäit, wéi dass e just géif op dës Kris reagéieren, mee e setzt Jalonen, fir ons Gesellschaft an d'Economie méi staark aus dëser Kris erauszeféieren. D'Investissementen an d'ökologesch Transitioun, d'Mobilitéit, de Logement an d'Gesondheet an d'Digitalisatioun ginn héich gehalten. Et ginn awer och steierlech Mesurë fir méi Gerechtegkeet, Nohaltegkeet, Logementen a Kompetitivitéit agefouert.

De Budget 2021 ass kee rengen Krisebudget. Et ass och kee Budget vum Business-as-usual, mee et ass e Budget, fir Lëtzebuerg gutt duerch d'Kris ze bréngen a gläichzäiteg méi staark fir déi verschidden Erausforderunge vun der Zukunft opzestellen.

A mengem mëndleche Rapport presentéieren ech de Budgetsprojekt fir d'nächst Joer an déi finanziell Programmatione fir d'Joren 2021 (veuillez lire: 2020) bis 2024. A mengem perséinlechen Deel analyséieren ech weider, wéi dës Budgetsprojekt Lëtzebuerg nohalteg relancéiert, a proposéiere weider Pisten, wéi mir onst Land nach méi staark fir d'Zukunft kënnen opstellen.

Här President, Dir Dammen an Hären, de Gesetzesprojekt 7666 iwwert de Budget vun de Recetten an den Depensë vum Staat fir 2021 an de Gesetzesprojekt 7667 iwwert déi finanziell Programmatione fir d'Joren 2020 bis 2024 goufe vum Finanzminister de 14. Oktober deposéiert an de 25. November nach eemol vun der Regierung amendéiert.

Am Ganzen ännert de Projet de loi 25 Gesetzer. De Staatsrot huet seng Avisen den 20. November respektiv de 4. Dezember ofginn. Mir kruten och nach Avice vum Syvicol, dem Conseil national des finances publiques, der Chambre des Métiers, der Chambre des Salariés, der Chambre de Commerce, der Cour des comptes, der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics an der Zentralbank.

Ech wäert a mengem mëndleche Rapport net op all d'Avisen agoe kënnen a verweisen dofir op mäi schrëftleche Rapport.

ler ech dann zu menger Presentatioun vum Budget kommen, wëll ech op dëser Plaz awer nach all de ville Leit Merci soen, déi zum Budgetsrapport bäigedroen hu respektiv matgeschafft hunn. Virop natierlech de Memberen aus der Cofibu, déi mir dës Missioun ginn hunn a fir all hir Remarken aus den zéng Kommissiounsséitzungen, wou mir um Budget geschafft hunn, net ze vergiessen natierlech d'Caroline Guezennec, Secrétaire-administrateur vun der Kommissioun, fir hir gewëssenhaft Aarbecht.

Da wëll ech all den néngen Interlocuteurs Merci soen, mat deene mir an der Cofibu en Echange haten, an och den 33 Acteuren, déi ech als Rapporteur gesinn hunn. Och e Merci un d'Organisationen, déi en Avis zum Budget geschriwwen hunn.

De Kollegen aus menger Fraktioun, speziell onser Presidentin, dem Josée Lorsché, e Merci fir d'Vertrauen an onse Mataarbechter fir hir wäertvoll Assistenz. A ganz speziell wëll ech awer dem Fabricio Costa Merci soen, dee mech mat grousssem Engagement a Kompetenz bei der Elaboratioun vun dësem Rapport ënnerstëtzt huet.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. François Benoy (déi gréng), rapporteur.**- Ech wëll op dëser Plaz awer och meng Fra, d'Cathy, a meng Kanner, de Mathis an d'Lucie, net vergiessen. Ouni hir Ënnerstëtzung an d'Verständnis fir mäin Engagement an intensiven Zäite wär dat iwwerhaupt net méiglech.

Här President, Dir Dammen an Hären, de Compte général fir d'lescht Joer konnt besser ofgeschloss ginn, wéi vum Budget voté virgesinn. Et goufen 809 Milliounen Recettë méi. 17,4 Milliarde Recetten a 17,5 Milliarden Depensë féieren zu engem Defizit vu knapp 129 Milliounen Euro, hors opérations financières.

Am votéierte Budget war en Defizit vun iwwer 800 Milliounen Euro virgesinn. Et handelt sech also ëm eng Surperformance vu 686 Milliounen par rapport zum Budget voté 2019.

D'Situatioun vun dësem Joer gesäit natierlech ganz anescht aus, wéi se budgetiséiert war. Dëst Joer sollt mat engem Defizit vu 682,4 Milliounen Euro ofgeschloss ginn. Duerch d'Covidkris si mer op Enn Oktober bei engem Defizit hors opérations financières vun 3,45 Milliarden Euro, en Defizit, deen och bis zum Enn vum Joer net wäert agefaange ginn.

En éischte Grond defir ass aus natierlech den Abroch bei de Recettë mat grousser Variatiounen, ënner anerem bei der TVA an der Kierperschaftssteier. Och d'Retenue sur traitements et salaires nieft der TVA, déi gréisste Steuerrecette vum Staat, wäert duerch d'Kris 2020 viraussichtlech iwwer 500 Milliounen ënnert dem Budget voté lieen.

E Grond defir ass och de Chômage partiel an déi domat verbonnen temporär Reduktiounen vun de Revenuen. Nieft der Rezessioun sinn e weidere Grond fir den Abroch bei de Recetten d'Reporten, déi de Staat den Entreprises accordéiert huet, fir se ze ënnerstëtzen. Et goufe Reporten ënner anerem bei der TVA, dem IRC, dem Impôt sur la fortune an de Sozialbeitrëg, am Ganzen am Wäert vu 4,6 Milliarden, also 7,7 % vum PIB. Hei ass et wichteg unzemierken, dass dës Suen net verluer sinn, vu dass et sech ëm Reporten handelt.



Duerch d'Stabilitéit vun der Finanzplaz ass d'Taxe d'abonnement stabel bliwwen par rapport zu 2019.

Am Ganze sinn op den 31. Oktober am Verglach zum Joer virdu 782 Milliounen Euro manner Recettes courantes beim Staat erakomm. Par rapport zum Budget voté 2020 wäerten dem Compte prévisionnel fir 2020 no knapp 2,3 Milliarde manner Recettes erakomme wéi virgesinn.

D'Depensé vum Zentralstaat sinn dëst Joer par contre substanzéll eropgaangen, nämlech ëm 2 Milliarden Euro op Enn Oktober par rapport zur selwechter Zäit vun 2019. Nieft der Hausse vun den Depensen, déi souwisou am Budget voté virgesi war, ass dës Augmentatioun virun allem op déi direkt Ausgabe fir d'Gestioun vun der sanitärer Kris zréckzeféieren: fir d'Pandemie ze bekämpfen, zum Beispill mat de Centres de soins avancés, dem Large-Scale-Testing an der Uschafung vu sanitärem Gesondheetsmaterial; fir d'Ekonomie ze ënnerstëtzen an d'Aarbechtsplazen ofzeséchere mam Chômage partiel an dem Congé pour raisons familiales, de Garantien, dem Fonds de solidarité, den direkten Aidë fir d'PMEen an den Hëllef fir de Kultursecteur; fir d'Stëit ze ënnerstëtzen engersäits natierlech och duerch d'Kuerzaarbecht, anerersäits mat der Verduebelung vun der Allocation de vie chère, der Erhéijung vun der Subvention de loyer an der Upassung vun de Studiebäihëlfe; fir d'nohalteg Relance ze fërdere mat den Investitiounshëllef fir d'Betriber, déi an d'Digitalisatioun oder d'nohalteg Transitioun investéieren, an der Erhéijung vun de Primme fir energeetesche Sanéierung, Elektroautoen a -véloen.

Fir all dës Mesuren huet de Staat am Ganzen eng zousätzlech Budgetsenveloppe vun 3 Milliarden Euro zur Verfügung gestallt, wat 5,1 % vum PIB ausmécht. Och huet de Staat eng Rëtsch Garantien zougesot, souwuel fir d'europäesche Partnerlänner ze ënnerstëtze wéi och déi lokal Ekonomie. Dobäi handelt et sech ëm maximal 3,39 Milliarden Euro Garantien, wouvunner am Moment vum Budgetsdepot allerdéngs just 134,5 Milliounen accordéiert goufen.

D'Kris huet also e groussen Impakt op d'Staatsfinanzanz vum dësem Joer. Dat gesäit een och, wann een d'Previsiounen vum dësem Budgetsprojert mat där vum Pluriannuel vum leschte Joer vergläicht: Wa keng Pandemie gewiescht wär, hätte mer am Joer 2020 en Defizit am Zentralstaat vu 640 Milliounen gehat amplaz vun dem Defizit vu 5 Milliarden, wouvunner de Budgetsprojert elo ausgeet. Mir hunn also dem Budgetsprojert no am Joer 2020 knapp 4,4 Milliarde verluer duerch d'Kris.

Här President, Dir Dammen an Hären, och de Budget 2021 an de Pluriannuel sinn natierlech duerch d'Kris affektéiert. De Budgetsprojert fir d'nächst Joer rechent dem europäesche Kontesystem no um Niveau vum Zentralstaat mat engem Defizit vun 2,7 Milliarden Euro. Och fir déi dräi Joer drop sinn Defiziter virgesinn, och wa se ëmmer méi kleng ginn. Et ass natierlech wichteg, nach eemol ze rappeléieren, dass dës Zuele mat Virsiicht ze genéisze sinn, well se immens staark vun der Evolutioun vun der Pandemie an der Ekonomie ofhänken.

D'Onsécherheet iwwert dat, wat an den nächste Méint passéiert oder och net passéiere wäert, ass grouss. Dat gesäit een eleng u de makroekonomesche Previsiounen, déi nach ni esou onsécher ware wéi zu dësem Moment.

De Statec ass zum Zäitpunkt vun der Elaboratioun vum Budget nach vun enger Decroissance vu 6 % fir dëst Joer ausgaangen, elo geet en a senge leschte Previsiounen vun enger Decroissance tëscht 3,5 % a 4,5 % aus. Och fir d'nächst Joer bleift d'Onsécherheet grouss. De Statec rechent mat enger Croissance vum PIB vu minus 0,5 % bis 4 %. Bei der Elaboratioun vum Budget war et nach e Wuesstum vu 7 %, vun deem een ausgaangen ass.

Dem Statec seng Previsiounen weisen och, dass den Defizit kéint manner schlëmm ausfalen, wann d'ekonomesche Situatioun sech verbessert. Dat hängk vu ville Facteuren of, dorënner natierlech de Vaccin.

Fir d'nächst Joer geet de Staatsbudget no der Lëtzebuergescher Kontabilitéit vu knapps 16,9 Milliarde Recetten a bal 19,3 Milliarden Depensen aus, wat en Defizit vun 2,46 Milliarden Euro ausmécht. Par rapport zum Compte prévisionnel vun dësem Joer klammen d'Recetten d'nächst Joer ëm 8,7 %, woubäi d'Depensen dem SEC no ëm 4,9 % falen.

Um Niveau vun den Opérations financières sinn Emprunten an der Héicht vu knapp 2,68 Milliarde fir den Exercice 2021 virgesinn. Am Verglach zu dësem Joer klammen déi indirekt Steiere mat 11,6 % méi staark wéi déi direkt Steieren, déi mat 6 % klammen. D'Accisen an d'TVA ginn am stäerksten erop an déi nei CO₂-Steier kënn't bäi. Bei den direkte Steiere klammen d'Recettë virun allem duerch d'Loun- an d'Kierperschaftssteier.

Bei den Depensé gëtt et déi gréisste Variatiounen par rapport zu dësem Joer bei de Remuneratiounen vun de Staatsbeamte mat 197,5 Milliounen weider, ënner anerem fir déi nei Rekrutementer bei der Police.

De Fonds pour l'emploi gëtt mat 105 Milliounen méi alimentéiert, dat ënner anerem fir de krisbedéngte Chômage partiel ze finanzéieren. Och d'Kontribution fir d'Europäesche Unioun an déi zweet Tranche fir d'Prise en charge vu verschiddene Covidmesuren duerch d'Gesondheetskeess falen an d'Gewicht.

Wat d'Investissementer ugeet, hate mir mat bal 3,5 Milliarde bei der Administration centrale logescherweis och hei 2020 en exzeptionellt Joer. Par rapport zu 2019, wou se bei knapp 2,3 Milliarde louchen, klammen d'Investissementer d'nächst Joer op 2,75 Milliarden a wuessen och déi Joren drop weider.

Um Niveau vun der Administration publique, also dem Zentralstaat, de Gemengen an der Sécurité sociale, wäerten d'Investitiounen an den nächste Joren op iwwer 6 % vum PIB klamme par rapport zu knapp 5 % am Joer 2019.

Och déi speziell Fonge goufen dëst Joer méi gespeist. Virop de Fonds pour l'emploi, deen 900 Milliounen zousätzlech krut fir de Finanzement vum Chômage partiel. Da goufen awer och nach de Fonds de relance et de solidarité en faveur des entreprises an de Fonds spécial de soutien au développement du logement geschaaft.

Mam Budgetsgesetz 2021 ginn awer och eng Rei steierlech Mesurë geholl: Am Beräich vun der Nohaltegkeet gëtt en CO₂-Präis agefouert an d'Taxe d'abonnement fir nohalteg Fonge reduzéiert. Fir méi Steiergerechtkeet ze schafen, gëtt um Niveau vun den Investmentfongen eng Besteuerung vun 20 % op Revenuen aus Lëtzebuergeschen Immobilien agefouert. Am Beräich vum Logement gëtt den Amortissement accélééré reforméiert an d'Stockoptions ginn duerch eng nei Prime participative ersat, fir just e puer Beispiller ze nennen.

D'Sécurité sociale behält iwwregens e positive Sold. Allerdéngs wäert en, de Previsiounen vum Budget pluriannuel no, an den nächste Jore fale vun 1,2 Milliarden zejoert op 640 Milliounen am Joer 2024.

D'Gemengen, déi zejoert mat engem Plus vun 286 Milliounen ofgeschloss hunn, wäerten dëst Joer en Defizit vun 213 Milliounen Euro notéieren.

Wa mir déi ganz Administration publique kucken, dann hu mir fir d'nächst Joer en Defizit vun 3 % vum PIB geplangt. Domat si mir jo souguer nach an der Rumm vum Stabilitéitspakt, quitte dass dee fir 2021 ausgesat gouf. Fir d'Joren 2022 bis 2024 si weider Defiziter virgesinn, quitte dass se méi kleng ginn.

An och d'Staatsschuld geet erop a soll d'nächst Joer bei 29,4 % vum PIB leien an déi Joren drop op iwwer 30 % klammen.

Här President, Dir Dammen an Hären, d'Regierung huet de 25. November eng Rei Amendementer um Budgetsprojert an um Pluriannuel deposéiert:

Éischtens gouf mam Amendement dem budgetären Impakt vun enger Rei neie Gesetzter a Mesurë Rechnung gedroen, déi nom Budgetsdepot decidéiert goufen. Et handelt sech dobäi ënner anerem ëm d'Hëllef fir d'Ekonomie, déi och d'nächst Joer weidergefouert ginn a wou eng Rei nei Hëllefë bäikommen, dorënner och d'Kompensatiounshëllef fir d'Betriber am Kader vun der Mindestlounerhéijung.

Fir deem Rechnung ze droen, goufen zousätzlech Kreditter an Alimentatiounen ënner anerem vum Fonds de relance et de solidarité virgesinn. Den amendéierte Budget 2021 gesäit dofir zousätzlech 85 Milliounen Euro vir. Och de budgetären Impakt vum Akaf an dem Deployement vun Coronaimpfstoff gouf duerch dëst Amendement an de Budget integréiert. Am Ganze sinn heifir zousätzlech 17 Milliounen Euro virgesinn.

De budgetären Impakt vum Amendement läit also bei 102 Milliounen Euro um Niveau vun den Depensen.

Zweetens ginn duerch den Amendement och eng Rei Upassungen gemaach um Niveau vun der CO₂-Bepräisung an hirem Zesummespill mam ETS. Dës Ännerungen hunn awer kee budgetären Impakt.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech kommen da bei dem Staatsrot seng Avisen. A sengem éischten Avis geet de Staatsrot op déi grouss Onsécherheet vun der ekonomescher Situatioun an a freet sech, ob den defavorablen Szenario, deen de Statec am Kader vum Budget opgestallt huet en vue vun enger zweeter Well an den neie sanitäre Mesuren, net méi realistesch wär wéi de Scénario de base. De Staatsrot ënnersträicht och d'Wichtigkeet vun de Mesuren, déi d'Regierung an dëser Kris geholl huet, mee gëtt awer och ze bedenken, dass d'Regierung no der Kris déi néideg Mesurë soll huelen, fir den Objectif à moyen terme ze respektéieren an d'Staatsschuld op ënner 30 % vum PIB ze reduzéieren.

De Staatsrot mécht a sengem Avis am Ganzen dräi Opposition-formellen. Déi éischt betrëfft eng Formulatioun um Niveau vum Artikel 8 vum Budgetsprojert, wou et ëm d'CO₂-Bepräisung geet. Dëser Opposition formelle gouf bei den Amendements gou-

vernementaux Rechnung gedroen, soudass de Staatsrot seng Opposition formelle am Avis complémentaire ophiewe konnt.

Déi zweet betrëfft den Artikel 9 vum Budgetsprojert, wou et ëm déi reduzéiert Taxe d'abonnement fir nohalteg Fonge geet. De Staatsrot verlaangt hei eng Ännerung weinst enger potenzieller Insécurité juridique. D'Cofibu suivéiert hei gréisstendeels d'Textpropos vum Staatsrot. En entsprechende Courier goung de 7. Dezember un de Staatsrot.

Déi drëtt a lescht Opposition formelle betrëfft den Artikel 12, deen eng Ännerung vum Steiergesetz virgesäit. Hei freet de Staatsrot, dass e Renvoi gestrach gëtt, well en net prezis genuch ass an do-duerch riskéiert, dem Artikel 14 vun der Verfassung ze widerspriechen. Och hei suivéiert d'Cofibu d'Propose vum Staatsrot.

Schliisslech ass nach ze soen, dass den Intitulé vum Budgetsprojert op zwee Punkte geännert gouf. Déi éischt Ännerung betrëfft eng gesetzlech Referenz op Hiweis vum Staatsrot an déi zweet betrëfft eng Referenz op d'Klimaschutzgesetz, wat d'Chamber d'lescht Woch hei gestëmmt huet. D'Cofibu huet de Staatsrot am Courier vum 7. Dezember iwwert d'Ännerunge vum Intitulé a Kenntnis gesat.

Här President, Dir Dammen an Hären, d'Joer 2020 ass markéiert vun der sanitärer Kris, déi mëttlerweil all d'Deeler vun eiser Gesellschaft a vun eise Lieben trefft. Se trefft déi eng méi wéi déi aner, an awer ass jiddwereen a sengem Lieben op déi eng oder aner Manéier duerch d'Kris op d'Kopp gehäit:

Sief dat beim Gesondheetspersonal, wat am Moment Dag an Nuecht um Limitt schaff, fir esouwuel de Covid- wéi och den Netcovidpatienten déi beschte Behandlung ze erméiglechen.

Sief dat beim Salarié, deen zwar duerch de Chômage partiel seng Aarbecht konnt halen, mee awer en Deel vu sengem Akommes verluer huet.

Sief dat den Entrepreneur, deen duerch dës Kris vill Émsaz verluer huet an net weess, ob e säi Betrib nach iwwer Waasser hale kann.

Sief dat déi jonk Generatioun, deenen hir Bildung ënnert der Pandemie gelidden huet an déi en Deel vun hirer Kandheet oder Jugend verluer huet.

A sief dat schliisslech och de vulnerabelsten Deel vun eiser Populatioun, déi am mannste fir esou eng Kris preparéiert waren.

Mir alleguete spieren den Impakt vun dëser Kris a gläichzäitig bleiwen awer och vill aner Engagementer an Erausforderunge ganz aktuell: d'Klimakris, de Manktem u Logement, d'Ongläichheeten an onser Gesellschaft, déi zouhuelen, de Bien-être an onser Gesellschaft, deen an de leschten zéng Joer stagnéiert huet.

De Budget 2021 ass net just e Budget vum Krisemanagement, mee e geet méi wäit a leet Grondsteng, fir onse Staat an ons Gesellschaft nach besser fir d'Zukunft opzustellen, fir e méi krisefest Lëtzebuerg, wat sech besser op weider Krise preparéiert, fir se wa méiglech och ze verhënnern.

Wann dëst Joer eppes kloer ginn ass, dann ass et, dass mir e staarke Staat brauchen. Wéi wäer mir soss duerch déi Pandemie hei komm? Wéi hätte mir soss d'Leit an d'Entreprisë geschützt? Wéi kréie mir soss d'Erausforderunge vum Klimaschutz geléist? Wéi kréie mir soss méi sozial Gerechtegkeet hin? Wéi kréie mir soss de Logementsproblem an de Grëff?

Dës Kris huet eis kloer gewisen: Mir brauchen e staarke Staat, fir d'Erausforderunge vun eiser Zäit unzegoen, sief dat fir Pandemien ze verhënnern oder besser ze iwwerstoen, d'Klima- an Ëmweltkris opzehalen oder de Logementsproblem unzegoen.

D'Fro, déi sech elo stellt, ass: Wéi kënnen mir méi resilient ginn, fir all zesumme méi staark duerch d'Kris ze kommen an ons esou méi staark opstellen, fir och zukünfteg Krise besser ze iwwerstoen an am beschte Fall ze vermeiden? Op déi Fro gëtt dës Budgetsprojert eng ganz Partie Änworten, a gläichzäitig heescht et, déi Iwwerleungen elo scho weiderzeféieren a weiderzibréngen.

Ech proposéieren a mengem perséinlechen Numm véier politesch Dimensiounen mat Recommandatiounen, wéi mir Lëtzebuerg an den nächste Joren zesumme méi staark kënnen opstellen: éischtens, duerch Investissementer an d'Zukunft, zweetens, duerch méi sozial Gerechtegkeet, drëttens, duerch d'Opbau vum enger nohalteger Ekonomie an véiertens, duerch méi staark ëffentlech Finanzen.

Här President, Dir Dammen an Hären, dës Budget ass, wéi scho gesot, e Budget vun de Rekordinvestissementer, e Budget, dee massiv an d'Zukunft investéiert. Nodeems den Invest dëst Joer exceptionnel héich war weinst der Kris, si fir 2021 Investitiounen beim Zentralstaat an Héicht vu knapp 2,8 Milliarden virgesinn, wat 4,3 % vum PIB ausmécht. Dat ass eng Erhéijung vun 20 % par rapport zu virun der Kris. An den nächste Jore geet et nach eemol erop, op en Invest vun an der Moyenne 4,5 % vum PIB an der Period vun 2021 bis 2024. An och dat ass eng substanzéll Erhéijung par rapport zu virun

der Kris: An de Joren 2015 bis 2019 louche mir hei beim Zentralstaat an der Moyenne bei 3,66 % vum PIB.

An d'Zukunft investéieren heescht, d'Zukunft virbereeden an effikass ëffentlech Servicer fir jiddwereen ze garantéieren. Et heescht, preventiv ze handelen, a genau dat ass der Politik hir Aufgab, net just de Status quo verwalten, mee visionär no vir ze kucken an d'Land op d'Zukunft ze preparéieren.

Mir brauchen dës Investitiounen grad elo, sief dat fir d'Pandemie ze bekämpfen an anzédammen, de Klimawandel ze bekämpfen oder d'Logementskris unzegoen. Eng Spuerpolitik géif dës Efforten net just bremsen, si géif virun allem op d'Käschte vun de méi Jonken an den nächste Generatiounen goen.

Manner Investitiounen géifen och nei Retarden an der Infrastruktur mat sech bréngen, déi net séier nogeholl kënnen ginn, wéi hei am Land d'Beispiller vun der Mobilitéit an dem Logement weisen. Gläichzäitig sinn héich Investissementer grad elo an der Kris wichteg, fir d'Relance vun der Ekonomie a fir d'Leit an der Beschäftegung ze halen.

D'ganz Joer iwwer schonn huet de Coronavirus ons ganz Gesellschaft an onsem Alldag am Grëff. Onst Gesondheetswiesen ass besonnesch staark affektéiert a steet weinst dem dëdleche Virus ënner Drock. En huet awer och soss Niewewierkungen op ons Gesondheet, well eng Partie aner Traitementer weinst der sanitärer Kris net konnte gemaach ginn, an och déi mental Gesondheet vun onser Gesellschaft huet staark gelidden.

E Sondage vum Statec aus dem Juli seet, dass ronn en Drëttel vun der Populatioun mental ënnert der Coronakris leit, am meeschten déi Jonk an d'Fraen. Dofir brauche mir och e besseren Accès fir d'Bierger zu psychologeschen Hëllef. Vläch't wär et och eng Iddi, fir d'Ausbildung vun de Psychiatere zu Lëtzebuerg unzébiden.

D'Kris huet gewisen, wéi wichteg staark ëffentlech Servicer sinn, virun allem an der Santé. Eise Gesondheetssystem huet eis bis elo gutt duerch d'Kris gefouert. Trotzdeem weist d'Kris op eng Rei Schwaachstellen hin, an dofir géillt et, de Gesondheetssystem an Zukunft nach weider ze stäerken.

De Budget 2021 geet hei an déi richteg Richtung. Tëscht de Joren 2020 bis 2024 ginn d'Ausgaben an d'Spideeler méi wéi verdräifacht mat am Ganzen z. B. 235 Milliounen fir de Bau vum Südspidol an 228 Milliounen fir dat neit Gebai vum CHL.

D'Coronakris huet awer och verdäitlecht an nach eng Kéier gewisen, dass mir de Manktem u Personal am Santésecteur wierklech mussen ugoen. Eng Pist wär den Ausbau vun der medezinnescher Formatioun zu Lëtzebuerg an e Bachelor fir d'Infirmieren anzeféieren, wéi dat a ville Länner schonn de Fall ass. Esou gëtt de Beruff opgewäert an och méi attraktiv.

Mir hunn och däitlech gemierkt, wéi wichteg eng gutt Gesondheet vun onser Populatioun allgemeng fir ons Gesellschaft ass. Wann d'Leit méi gesond an doduerjer manner vulnerabel sinn, da komme mer zum Beispill besser duerch eng Pandemie, mir entlaaschten de Gesondheetssystem a spueren laangfristeg Geld.

Dofir sollte mir an Zukunft och méi an d'Preventioun investéieren, zum Beispill andeems mir den Doktere méi d'Zäit remuneréieren, déi si mat de Patientene kënnen verbréngen.

De Virage ambulatoire sollt mir och fërderen. Esou kënnen mir ons Spideeler notament an enger Pandemie entlaaschten a parallell Traitementer assuréieren, déi gemaach musse ginn. Dat ass net nëmme wichteg fir d'Gesondheet vum Patient, et gëtt och fir d'Sécurité sociale op laang Siicht méi bëlleg. Mee och allgemeng kënnen ambulante Strukturen d'Spideeler entlaaschte respektiv méi bëlleg fir d'Patienten an de Gesondheetssystem ginn. Aus de selwechte Grënn wär et och sënnvoll, Kriseninfrastrukturen ze bauen.

Fir an Zukunft besser op Pandemien ze reagéieren, wär et natierlech och wichteg, wa mir eis géifen e Pandemiegesetz ginn, wéi aner Länner dat schonn hunn.

Duerch d'Coronakris dierfen awer aner Urgencen net an den Hannergrond geroden, wéi de Klima- oder Ëmweltschutz, déi ons vollsten Opmierksamkeet brauchen a wou mir resolutt handle mussen. Dat gëtt mat dësem Budget och gemaach, ma mir mussen ons Engagementer an den nächste Jore weider ausbauen.

Lëtzebuerg huet en immens héije Foussofdruck. D'Ressourcen, déi ons fir e ganz Joer zur Verfügung stinn, hu mir scho Mëtt Februar verbraucht. Wa jiddweree géif esou liewe wéi mir hei zu Lëtzebuerg, bräichte mir am Ganzen aacht Planéiten.

Just weinst dem Lockdown am Ufank vum Joer, wou alles während engem Mount stëllstoung, wäerte mir ons Klimaziler dëst Joer wuel errechen. Dass e permanente Lockdown net d'Léisung ass, fir d'Klima ze retten, dat ass jiddwerengem kloer.



Villméi weist et, wat fir en enormen Effort a Changementer néideg sinn, fir ons Klimaziler ze errechen.

Och onser Natur geet et net gutt. Zweek Drüttel vun onsen Habitater sinn an engem schlechten Zustand an doduerch sinn ons Aarte massiv a Gefor. Ech rappeléieren nach eemol, dass de Coronavirus op eng Zoonos zrëckgeet, déi also eng Suite ass vun dem Mënsch sengem Andringen an d'Natur.

D'Ökosystemleeschunge vun onser Natur ginn dacks ënnerschat: D'OCDE rechent d'ökonomesch Valeur weltwäit vun den Ökosystemleeschungen op 125.000 Milliarden Euro respektiv 150 % vum weltwäite PIB. An do ass d'Coronakris net matage-rechent, well déi Studie hei geet op d'lescht Joer zrëck.

Dat weist, wéi wichteg et ass, dass mir ons Ëmwelt an Natur konsequent schützen an ons däers oder ressortiwwergräifend bewosst sinn an och déi néideg Moyaenen derfir zur Verfügung stellen.

Grad déi sougenannte gréng Infrastrukture musse mer weider ausbauen: Dat kënne Renaturéierungen sinn, nei Habitater oder Gréngflächen am urbane Raum. Esou kënne mir Couloir-écologique vernetzen, d'Natur stärken, méi resilient géint d'Effekter vum Klimawandel ginn an zum Wuelbefanne vun der Populatioun bäidroen.

Mat zwee Drüttel vun onsen CO₂-Emissioun bleift d'Mobilitéit de wichtigsten Hiewel. An de leschte Joren ass an deem Beräich natierlech immens vill passéiert: En neit Zäitalter vun der nohalteger Mobilitéit gouf agelaut, an zwee Deeg no senger Inauguratioun muss een den Tram vum Kierchbiereg op d'Gare natierlech als Symbol dofir nennen.

Mee déi Efforte musse konsequent weidergoen: eng kloer Prioritéit fir den ëffentlechen Transport, Zuch, Bus, Tram, Vëlo an Elektromobilitéit.

A well et jo hei an enger Budgetsried ëm Sue geet, wëll ech drop hiweisen, dass grad d'Velosinfrastruktur bei Wäitem dat allerbeschte Käschten-Notzen-Verhältnis opweist: Et brauch ee verhältnisméisseg weëneg Plaz a Budget a vill Leit kënnen dovun profitéieren. Derbäi kommen nach déi positiv Nieweneffekter op d'Gesondheet, d'Ëmwelt, de Commerce an den Tourismus, wéi dës Summer gewisen huet.

An de leschte Joren huet Lëtzebuerg vill Retarden am Beräich vun der Mobilitéit missen ophuelen. An dofir ass et wichteg, dass mir elo antizipéieren, also längerfristeg plangen, wat fir eng Infrastruktur mir brauchen. D'Konnexioun vum Tram ronderëm d'Stad an och op Esch mam multimodale Korridor sinn dofir gutt Beispiller.

Fir onst Zil vun der Klimaneutralitéit ze errechen, musse mir natierlech méi effizient ginn, mee och d'erneierbar Energien ausbauen. An de leschte fënnef Joer ass d'Produktioun vum erneierbare Strom hei am Land iwwerengs verduebelt ginn, mee déi Efforte musse konsequent weidergoen.

Et kéint een et net méi daitlech soen, wéi d'Cour des comptes et an hirem Avis zum Budget preziséiert huet, déi och de Lien zu den ëffentleche Finanzen mécht: „D'Klimakris ass zweifellos déi gréissten Erausforderung fir d'Perennitéit vun den ëffentleche Finanzen.“ Mir mussen also elo investéieren, well soss gëtt et déi nächst Generatiounen an d'Staatsfinanze vill méi deier.

Am Budget si fir d'nächst Joer 1,1 Milliarden Euro fir d'Ëmsetzung vum nationalen Energie- a Klimaplang virgesinn, esou vill wéi nach ni. An dee Montant klëmmt och weider am Pluriannuel bis op 1,26 Milliarden am Joer 2024. Och d'Ausgabe vum Fonds du rail gi staark erop: Vun 2021 bis 2024 wäerten iwwer 2 Milliarden Euro an d'Schinn investéiert ginn. Beim Waasserfong ass et am Ganze knapp eng hallef Milliard.

Am Kader vum Budget gëtt och d'Capacitéit vu Solaranlagen erhéicht, bei deenen d'Revenue fir Privatpersounen steierfräi sinn, fir e weidert Beispill ze nennen.

Här President, Dir Dammen an Hären, wann ee vun de Pluspunkte vu Lëtzebuerg schwätzt, da gëtt ganz gären déi sozial a politesch Stabilitéit genannt. Mat de sellegen Ausgaben, déi mat der Kris zesummenhängen, ginn d'sozial Konsequenzen dovun jo och weider ofgefiedert: Sief dat, well d'Leit duerch d'Kuerzaarbecht an der Beschäftegung gehale ginn, d'Subvention de loyer, d'Allocation de vie chère oder de Mindestloun an de REVIS, déi gehéicht goufen, fir nëmmen e puer Beispiller ze nennen.

Dat dierf awer net doriwwer ewechtäuschen, dass onse sozialen Zesummenhalt an de leschte Joren ëmmer méi ënner Drock geroden ass an och doduerch déi aktuell Kris erëm weider verstärkt gouf. Den Aarmutsrisiko ass an de leschte Joren zu Lëtzebuerg geklommen. Virun allem dovun beträff sinn d'Ausländer, weëneg Qualifizierter, déi Jonk tëscht 18 a 24 Joer, Chômeuren a Monoparentallen.

Och d'Ongläichheet verstärkt sech souwuel bei de Revenue wéi beim Patrimoine, wou se am dait-

lechten ass. D'Statistik vum Gini-Koeffizient weist, dass mir mëttlerweil iwwert dem europäeschen Duerchschnitt leien, wat d'Ongläichheeten beim Revenu ueget. Derbäi kënn nach de Participationsdefizit, deen d'Hallschent vun der Populatioun ecar-téiert.

Déi sozial Stabilitéit, déi esou dacks als wichtige Kompetitivitéitsfacteur vu Lëtzebuerg genannt gëtt, ass also keng Selbstverständlechkeet. Och hei muss d'Politik preventiv handelen, fir de sozialen Zesummenhalt ze garantéieren. Domat gi mir als Gesellschaft méi resistent an dat ass net just am Interêt vun deenen, déi haut vun Aarmut oder Exklusivon betraff sinn, et ass am Interêt vu jiddwerengem, deen zu Lëtzebuerg wunnt a schafft.

De Logementsproblem ass eng vun den Haapt-erausforderunge ginn, déi ons Gesellschaft dividéiert, tëscht deenen, déi dat néidegt Kapital opbréngen kënnen, an deenen, déi keen Accès hunn. Mat 37 % vun den Ausgabe vun den Haushalter ass de Logement op der éischter Plaz vun hiren Depensen - bei de Locataire klëmmt dësen Taux souguer op 41,7 %. A net just déi Äermst si mat dësem Problem konfrontéiert, mee en ass an der Mëtt vun der Gesellschaft ukomm.

Fir dem Logementsproblem entgéintzewierken, ginn an dësem Budget d'Depensé fir de Logement an d'Luucht. Den neie Spezialfong, fir ëffentleche Wunnraum ze schafen, gëtt d'nächst Joer mat 80 Milliounen Euro gespeist an dee Montant geet da Joer fir Joer weider an d'Luucht. An der Period tëscht 2020 an 2024 schwätze mir am Total vun iwwer 900 Milliounen Euro.

Wa mir awer wëssen, dass am Moment zu Lëtzebuerg manner ewéi 2 % vum Wunnraum ëffentlech Locationswunnenge sinn, da gëtt ons verdäitlecht, wéi enorm den Nachholbedarf ass. Grad d'Investéiere vum Staat an ëffentleche Wunnraum ass sënnavoll, well esou de Schwächsten an der Gesellschaft ka gehollef ginn an d'Wunnengen och fir déi nächst Generatiounen an ëffentlecher Hand bleiwen.

Vu Regierungssäit sinn am Moment vill ëffentlech Wunnprojete geplangt - mam Projet Elmen, « Wunne mat der Woltz » oder nach NeiSchmelz, do sollen iwwerall nei ganz Quartieren entstoen. De Gesetzsprojet zum Pacte Logement 2.0 gesäit fir säin Deel vir, a Fonctioun vun der Gréisst vum PAP, bis zu 30 % vun der Fläch fir bezuelbare Wunnraum ze reservéieren, deen dann an ëffentlech Hand soll goen.

Et ass elo wichteg, ze chiffriéieren, wéi vill Budget an den nächste Joren néideg ass, an deen dann och zur Verfügung ze stellen, fir dass de Staat dat ganz Potenzial un ëffentlechem Wunnraum ka schafen, dee souwuel de Pacte Logement 2.0 wéi och déi grouss Projeten hierginn.

Eng gradesou wichteg Pist, fir dem Logementsproblem entgéintzewierken, ass awer och d'Mobiliséierung vu bebaubarem Wunnraum. Dem Observatoire de l'habitat no sinn am Perimeter eng 2.900 Hektar Bauland disponibel, wat ëmgeréicht Wunnraum fir 300.000 Leit géif bedeuten. Derbäi kënn, dass dës Besëtzerverhältnisse ganz ongerecht verdeelt sinn, well 20 % vun dëse Proprietären d'Hallschent vum disponibele Bauland besëtzen.

Hei wëll ech dann och bemerken, dass de Besëtzer vu Grund a Buedem a mengen Aen net gläichzestellen ass mat all anerer Zort vu Besëtzer. Esou gesäit et op alle Fall och déi däitsch Verfassung, déi net just e Recht op Eigentum virgesäit, mee och d'Responsabilitéit, déi domat zesummenhängt. Dat däitscht Verfassungsgericht confirméiert dëst an engem Urteil vun 1967, andeems et seet, dass beim Immobilienbesëtzer, anescht wéi bei all anere Forme vu Proprietéit, den Interessi vun der Allgemengheet och eng wichteg Roll spille muss. An ech kann dës Point de vue just deelen.

Wëssend, dass de Lëtzebuurger Staat just 10,9 % vun dësem disponibele Bauland besëtzt, verdäitlecht dat nach eemol méi, dass mir ons déi néideg Méiglechkeete musse ginn, fir d'Proprietären dozou ze bréngen, hei Wunnraum ze schafen. Den deposéierte Gesetzesprojet vum Baulandvertrag an dem Remembrement ministériel wäerten ons heibäi hëllef. Fir mech ass awer och d'Grundsteuerreform an dësem Kontext immens wichteg, an ech hoffen, dass d'Regierung ons do esou séier wéi méiglech en Text wäert deposéieren.

Wa mir déi am Perimeter disponibel Terraine mobiliséiere wëllen, ass et natierlech wichteg, dass mir ons nieft der Grundsteuerreform och d'Moyene ginn, fir déi net bebauten Terrainen am Perimeter konsequent ze besteieren an domat séier ze mobiliséieren, zum Beispill mat enger spezifischer Tax. Doriwwer eraus bräichte mer och en änlecht Instrument fir eidel stoeend Wunnengen, fir och déi zousätzlech kënnen ze mobiliséieren.

Ech rappeléieren nach eemol: Mir hunn innerhalv vun de PAGen disponibelt Bauland fir Wunnenge fir 300.000 Leit an dëst Bauland gehéiert zu engem groussen Deel enger räicher Minoritéit.

Mat dësem Budget ginn awer och steierlech Mesuren am Beräich vum Logement geholl. Esou gëtt

eng Besteuerung vun 20 % op de Revenue vun den Investmentfongen, déi zu Lëtzebuerg an de Logement investéieren, agefouert. Gläichzäiteg gëtt och den Amortissement accéléré bei verlounte Wunnengen no ënnen ugepasst.

D'OCDE bemierkt iwwerengs, dass Leit mat méi héijem Revenu méi vun deene Steuerbegëschtegungen am Beräich vum Logement an och vun der nidreger Grundsteuer profitéieren. Am Interêt vun hirem Impakt op de Logementsmarché, d'Steiergerechtegkeet an natierlech d'Staatsfinanze wär et interessant, d'Dépense-fiscallen am Beräich Logement méi genau ze analyséieren. Mat der Reform vum Amortissement accéléré gouf hei jo och en éischte wichtige Schrëtt gemaach - och dës Regimm sollte mir evaluéieren an eventuell upassen.

Am Kader vun der Relance-Programmer goufen dëst Joer jo och d'Primmen am Beräich vun der ökologescher Renovatioun gehéicht. Dat ass gutt fir d'Ekonomie, d'Ëmwelt an natierlech och d'Liewensqualitéit vun de Leit, déi do wunnen.

D'nächst Joer gëtt an deem Kontext och den Taux d'amortissement accéléré vu 6 % fir d'energetesch Renovatiounen a Locationswunnengen agefouert, wat d'Proprietären dozou incitéiert, hir verlounte Wunnengen energetesch ze sanéieren.

Dacks kënnen d'Leit mat manner héije Revenuen iwwerengs net vun de Primmen am Beräich vun der energetescher Renovatioun profitéieren, well se déi Suen zum Beispill net virstrecke kënnen. Eng Recommandatioun vu menger Säit wär dofir ze kucken, ob een deene Leit d'Primm net kéint virstrecken oder e Bonus fir méi schwaach Revenuen aféieren. Déi selwecht Iwwerleeung sollt een och bei de Primme fir elektresch Autoe maachen, zum Beispill andeems staark motoriséiert Elektroautoen net méi eligibel si fir d'Primm.

Och wa weinst der Kris déi annoncéiert grouss Steuerreform net konnt gemaach ginn, esou komme mat dësem Budget eng Rei fiskal Upassungen a Richtung vun engem méi ökologeschen a gerechte Steiersystem. Eng méi deifgräifend Reform bleift trotzdem aktuell, an och hei an der Chamber wëlle mir jo d'nächst Joer eng Orientéierungsdebat doriwwer féieren. E wichteg Punkt ass hei d'Steiergerechtegkeet.

Hei bleift natierlech d'Individualiséierung am Kader vun der Modernisatioun vun onsem Steiersystem aktuell, also d'Aféierung vun enger eenzeger Steuerklasse fir Personnes physiques, fir déi ongerechtfergt Ongläichheeten tëscht de bestuete Koppelen an den net bestuete Koppelen respektiv de Celibataire an de Famille-monoparentallen ze behiwen.

Gläichzäiteg gesi mir awer och, dass eise gesamte redistributive Steuer- a Sozialsystem, bestehend aus Sozialtransferten, Steieren a Cotisatiounen, an de leschte Joren ëmmer manner effikass ginn ass, fir d'Ongläichheeten an d'Aarmut ze begrenzen.

An deem Sënn wär et wichteg, am Kader vun der Steuerdebat eng Etüd ze maachen, fir ze wëssen, wat de genauen Ëmverdeelungseffekt vun onsem Steiersystem, de Sozialaaschten an de sozialen Transferten ass. Esou eng Etüd kéint ons hëllef, fir ze gesinn, wou een den Hiewel bei de Steieren an de Sozialtransferten am beschten usetzt, fir d'Ongläichheete gezielt ze reduzéieren an eise redistributive Steuer- a Sozialsystem méi effikass ze maachen.

En vue vun de wuessenden Ongläichheete sollt een awer och iwwer e besseren Equilibre tëscht der Besteuerung vun der Aarbecht an dem Kapital respektiv dem Patrimoine nodenken. An ech wëll hei just ee Beispill ginn: D'Salairé gi jo progressiv besteiert, woubäi zum Beispill d'Dividenden no enger Retenue à la source vu 15 % zur Hallschent steierbefreit sinn. Dat bedeit zum Beispill ganz konkret, dass den 13. Mount vun engem Salarié méi staark besteiert gëtt wéi eng järelech Dividend, déi sech aus dem Besëtzer vun enger Aktie ergëtt.

Wat d'Recette-fiscallen aus der Besteuerung vum Immobilienbesëtzer ueget, wou mer jo zu Lëtzebuerg eng ongläich Verdeelung vum Besëtzer hunn, leie mer ganz ënnen am OCDE-Verglach. Déi schonn ugeschwate steierlech Upassungen am Logementsberäich kéinten hei eppes bewierken. An och bei den Ëmweltsteiere leie mer am ënneschten Deel, quitta dass mer mat dësem Budget hei e Paradigmewissel alauden.

Duerch d'Aféierung nämlech vun der CO₂-Bepräiung zementéiere mer de Prinzip vum Pollueur-payeur an onsem Steiersystem: D'Verschmotze kritt dobäi e Präis a gëtt doduerjer manner attraktiv. Mat deenen zousätzleche Recetté kënne wichteg Klimainvestitiounen bezuelt ginn. Fir d'nächst Joer sinn 160 Milliounen Euro Recetté budgetiséiert. 2021 kritt eng Tonn CO₂ de Präis vun 20 Euro, an dat geet da bis 2023 all Joer ëm 5 Euro an d'Luucht, bis mer 2023 op 30 Euro d'Joer landen.

Well zesumme mat der Aféierung vun der CO₂-Steier och eng Hausse vu 96 Euro vum Crédit d'impôt fir Salariéen, Pensionnairen an Indépendanten agefouert gëtt an d'Allocation de vie chère ëm 10 %

erhéicht gëtt, entsteet net just eng sozial Offiedierung - d'CO₂-Steier gëtt doduerch souguer sozial gerecht.

Duerch d'Kompensatioun vun der CO₂-Steier mam Crédit d'impôt huet d'Regierung et fäerdegbruecht, aus enger indirekter CO₂-Steier, déi am Prinzip regressiv ass an domadder déi kleng Salairen am meeschten treffe géif, a Kombinatioun mat dem Steierkredit eng progressiv Mesure ze maachen, wou déi kleng Salairé manner bezuelen an zum Deel esouguer entlaascht ginn.

Och de Statec confirméiert dëst a senger Analys zum Nettoimpakt vun der CO₂-Steier. Déi 20 % vun de Menagé mat am mannste Revenu kréien an der Moyenne 60 Euro méi eraus. Beim Quintile 2 gläichen d'Méiausgaben duerch d'CO₂-Steier an d'Entlaaschung duerch de Steierkredit sech aus. Dat heescht, dass déi 40 % vun de Menagen am Land, déi am mannste Revenu hunn, duerch d'CO₂-Steier am Schnëtt keng zousätzlech Depensen hunn. Gläichzäiteg bleift den Incitatif fir manner ze poluéieren intakt, well all CO₂, dee manner produzéiert gëtt, sech positiv op de Portmonni ausdréckt.

D'CO₂-Steier wäert och de gewënschten Effekt vu manner CO₂-Emissiounen hunn, rechent de Statec vir. Duerch dat neit Instrument ginn d'Emissiounen bis 2023 ëm 11 % zrëck. Par rapport zur Trajectoire, déi mir ons ginn hunn, fir bis 2030 d'Emissiounen ëm 55 % ze reduzéieren, geet dat awer net duer, mir leien nämlech ëmmer nach 17 % driwwer.

Hei dierf een natierlech net vergiessen, dass d'CO₂-Steier net dat eenzeg Instrument ass, fir d'Emissiounen erofzedrecken. Trotzdem ass et awer wichteg, elo schonn iwwert d>Weiderentwécklung vun der CO₂-Steier nozedanken. An der Schwäiz zum Beispill ass den CO₂-Präis automatesch un d'Erreche vu Klimatëschenziler gekoppelt. Fir den CO₂-Präis och no 2023 sozial ofzefiederen, kéint een och eng automatesch Upassung vum Crédit d'impôt virgesinn. Duerch esou eng Approche wëssen d'Ekonomie an d'Leit, wou se dru sinn a kënnen hir Investissementen, déi se haut maachen, dorunner upassen, wat am Endeffekt bedeit, dass se haut bei längerfristegen Investissementen scho méi op nohalteger Alternative setzen an doduerjer gëtt och d'Akzeptanz fir déi Mesure gestärkt.

Eng méi inklusiv Gesellschaft, wou jiddwereen déi selwecht Chancen huet an um Debat deelhëlt, ass och eng méi resilient Gesellschaft, déi besser duerch verschidde Krisen kënn.

Onse Schoulsystem ass mat villen Erausforderunge konfrontéiert a fundamental wichteg fir d'sozial Kohäsioun an der Gesellschaft an d'Entwécklung vun onsem Land. Trotz de villen Efforten hängt de schoulesche Succès vun de Schüler ëmmer nach staark vum familiären Hannergrond of. Grad d'Kanner mat Migratiounshannergrond hunn et weinst de sproochleche Barrière schwéier.

Onofhängeg dovun, dass mir mat onsem Bildungssystem sozial Ongerechtegkeete mussen ofbauen, ass e wichteg fir ons Ekonomie, där a ville Secteuren déi néideg Leit feelen.

Et sollt een doriwwer nodenken, d'Schüler méi laang zesummenzehalen, fir dass se hir Capacitéiten an Interesse besser entfale kënnen an esou méi Chancë kënne kréien an hirem schoulesche Parcours. Et wär och unzedanken, dem Multilinguismus, notament bei der Alphabetiséierung an der Schoul, nach méi Rechnung ze droen.

D'sanitär Kris huet ons dann nach eng Kéier gewisen, wéi vulnerabel verschidde Gruppe vu Leit sinn, an ech denken hei speziell un déi Leit, déi wierklech ganz ënne stinn, zum Beispill déi ouni Pabeieren, d'Leit, déi op der Strooss liewen oder an der Prostitutioun sinn. Mir dierfen déi Schwächst an der Gesellschaft net vergiessen a mir musse garantéieren, dass si Accès zu de Servicer vum Staat hunn, zum Beispill wat d'Santé oder de Logement ueget.

Och eng gutt Integratioun vun de Flüchtlingen ass e wichteg Facteur fir d'soziaalt Zesummeliwwen zu Lëtzebuerg. Mir musse kucken, hinnen e mënschlechen Accueil ze bidden, grad ewéi en Accès op den Aarbechtsmaart.

An enger Gesellschaft, wou d'Hallschent vun der Populatioun Ausländer sinn an also net un den Nationalwalen deelhuelen, stellt sech d'Fro vun der Legitimitéit vun der Demokratie zwangsleefeg an d'Stärkung vun der Participatioun vun den Netlëtzebuurger bleift aktuell.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. François Benoy** (déi gréng), rapporteur. - Eng Assemblée citoyenne consultative, wéi se zum Beispill an Neibelgien existéiert, mat Frontalieren a Residenten, déi zoufälleg gewielt ginn, kéint zum Beispill en Organ sinn, wou breet Echangé kéinte gefouert ginn, fir esou den demokrateschen Defizit zum Deel ze iwwerwannen.

Här President, Dir Dammen an Hären, déi aktuell Kris huet nach eemol daitlech gewisen, awéiwäit d'Staatsfinanze vun der Performance vun der Ekonomie ofhängen. D'Recetté fir de Staat sinn agebrach a gläichzäiteg huet de Staat der Ekonomie



misse substantiell ënnert d'Äerm gräifen. Wa mir also ons Staatsfinanze längerfristeg wëllen ofsechen, da brauche mir och eng Ekonomie, déi op feste Bee steet a kriseresistent ass.

D'Ekonomie hei am Land ass wuel awer besser duerch d'Kris komm wéi an anere Länner. D'Europäesch Kommissioun rechent fir Lëtzebuerg mat enger Rezessioun vu 4,5 %, wat bedeitend manner ass wéi an der Eurozon, wou mat 7,8 % gerechent gëtt. Mir kënnen also op eng gutt Basis opbauen, fir ons Ekonomie nach besser fir d'Zukunft opzestellen.

D'Transitioun an eng dekarboniséiert Ekonomie muss an deem Sënn ons éischt Prioritéit sinn. Dat ass eng Chance fir d'Wirtschaft, fir nei Filiären opzebauen a ville Beräicher, zum Beispill den erneierbaren Energien oder der Kreeslafwirtschaft.

An och wann de Finanzsektor an dëser Kris gehollef huet, gutt derduerchzekommen - d'Recetten duerch d'Taxe d'abonnement bleiwe stabil bei enger Milliard, esou heescht dat net, dass dat bei enger anerer Kris net kéint anescht sinn - Stéchwuert Finanzkris. Eng weider Diversifikatioun vun der Ekonomie hëlleft ons also, ons besser opzestellen.

D'Coronakris huet awer och gewisen, awéiwäit Lëtzebuerg an Europa vun der globaler Produktioun vu Wueren ofhänken. Et sollt een an den nächste Joren also kucken, déi Ofhängegkeet ze reduzéieren an dovun ze profitéieren, fir nei Zukunftsfäeg regional Produktiounschäin opzebauen.

An natierlech sollte mir och d'Chancë vun der Digitalisatioun voll notzen.

An dësem Joer goufe vill Mesurë fir eng nohaltege Relance geholl, sief et d'Primme fir d'energeetesche Renovatiounen oder am Beräich vun der nohalteger Mobilitéit. Ech wëll awer och op d'Gesetz iwwert d'Hëllef fir Firmen hiweisen, ënner anerem an Energieeffizienz, Ëmweltschutz, Digitalisatioun a Kreeslafwirtschaft, wou d'Regierung am November scho 6,45 Milliounen Euro Hëllef am Kader vun deem Regimm accordéiert hat.

Genau déi Approche solle mer och bäibehalen an d'Entreprisë bei der Transitioun a Richtung Klimaneutralitéit, Kreeslafwirtschaft an Nohaltegkeet ënnerstëtze mat Hëllef op verschiddenen Niveauen. De Fonds de relance et de solidarité an d'Aide à l'investissement goufe jo schonn an deem Sënn fir d'nächst Joer verlängert.

Ech wëll och op de Programm Fit*4*Resilience hiweisen, deen interesséierten Entreprisë Berodung an deene Beräicher vun der Kreeslafwirtschaft, Regionalisatioun an Digitalisatioun ubitt.

Firwat net och e Fit-4-Climate-Programm aféieren, wéi d'Handwierkerkummer et an hirem Avis zum Budget freet, fir d'Entreprisë professionell a personaliséiert a Richtung Klimaneutralitéit ze begleeden?

Duerch de staarken Asaz vum Staat konnt den Impakt vun der Kris op den Aarbechtsmarché limitéiert ginn. De Staat huet am Ganzen 1,3 Milliarden Euro, fir d'Leit an der Beschäftegung ze halen, zur Verfügung gestallt. Eleng tëscht Mäerz a Juni kruten 375.000 Salariéen duerch de Chômage partiell hir Aarbechtsplaz garantéiert a 14.800 Entreprises hunn dovunner profitéiert.

Och wann de Chômage an d'Luucht gaangen ass an den Taux an de Previsiounen vum Dezember bei tëscht 6,8 % a 7,7 % läit, esou konnt den Emploi trotz der Kris weider an d'Luucht goen.

Den Teletravail ass bekanntlech an dësem Joer explodéiert. Am zweeten Trimester hunn d'Hallschent vun den Salariéen Teletravail gemaach. Och no der Kris wäert den Teletravail eng aner Roll kréien an dofir muss e gudder Kader bestoen, notament och wat d'Recht op Dekonnectioun ueget respektiv d'Vereenbarkeet tëscht Familljen- a Privatlieden, wat an dësem Joer fir ganz vill Leit net méi einfach ginn ass.

Duerch d'ökologesch Transitioun, déi an den nächste Joren nach méi wichteg wäert ginn, ginn och ëmmer méi Aarbechtsplazen an deem Beräich gebraucht, sief et am Handwierk, der Industrie oder de Finanzen. Et muss zum Beispill elo scho gekuckt ginn, déi Formatiounen auszebauen.

Duerch déi aktuell Kris gouf och nach eemol verdäitlecht, wéi wichteg d'Industrie fir onst Land ass. A mir müssen d'Chancen notzen, fir d'Industrie esou opzestellen, dass se sech a Richtung Ressourceneffizienz a Klimaneutralitéit entwéckelt, well nëmmen dann ass se och zukunftsfäeg.

Mir hunn och schonn zwou Strategien, op déi mir kënnen opbauen, nämlech déi drëtt industriell Revolutioun an den nationale Klima- an Energieplang. Eng ganz Partie Initiative si scho lancéiert, mee et ass nach vill Potenzial do, dat onst Land huet. Et heescht elo, déi Strategien zesumme mat den Acteuren konsequent weiderentwéckelen. Geziilt innovativ Entreprises unzezéien an en Hub gi fir Solutiounen am Beräich vun der Klimaneutralitéit a Kreeslafwirtschaft an esou ons Ekonomie an onst

Land méi staark fir d'Zukunft opstellen. Selbstverständlech brauche mer dofir och de vill diskutéierten „Nohaltegkeetscheck“, fir nei Projekte kënnen op dës Krittären hin ze bewäerten.

D'Finanzplaz huet ons gehollef, duerch dës Kris ze kommen. Ronn 30 % vum PIB hänke vum Finanzsektor of. Och d'Ofhängegkeet vun de Staatsfinanze vum Finanzsektor ass héich an zum Deel an de leschte Joren nach eemol eropgaangen, wéi aus dem Avis vun der Cour des comptes zum Budget ervirgeet. Zejoert koumen 78,8 % vun der Kierperschaftssteuer an 72,3 % vun der kommunaler Gewerbesteier vum Finanzsektor. Knapp e Véierel vun der Besteuerung vun de Salären ass op de Sektour zrëckzeféieren.

Et ass also am Interessi vum Land an onse Staatsfinanzen, d'Finanzplaz beschtméiglech fir d'Zukunft opzestellen.

Den Trend a Richtung vun nohaltege Fongen ass weltwäit ze observéieren an huet am zweeten Trimester vun dësem Joer d'Billioun, also 1.000 Milliarden, iwwerschratt. Am Fréijoer, wéi d'Bourse kuerz weinst dem Coronavirus agebrach ass, huet sech och confirméiert, dass déi nohaltege Place-menter op d'mannst oder souguer méi performant si wéi déi konventionell. Eng Etüd vum dänesche Pensiounsfong vergläicht de „Standard MSCI Europe Index“, deen ëm 17 % gefall ass, mat dem „ESG Leader Index“, dee just eng Baisse vun 11,5 % notéiert huet.

Nieft deem immens grouss positiven Effekt vun nohaltegen Investissementer fir d'Klima an d'Ëmwelt, si Klimafinanzrisiken e systemesche Risk fir ons Finanzplaz, ons Ekonomie an am Endeffekt also och eis Staatsfinanzen. Eng ganz Rei Experte weisen op déi finanziell Perten hin, déi duerch de Klimawandel op d'Ekonomie duerkommen, wa mir nach weider op fossill Energie setzen amplaz a Richtung vu Klimaneutralitéit ze investéieren.

Wéi d'Lëtzebuerger Autoritéiten an d'Finanzplaz et schonn erkannt hunn, sinn déi gréng Finanzen eng grouss Opportunitéit fir ons Ekonomie, an och am Interessi vun der Zukunftsfäegkeet vu eisem Land goufen an de leschte Jore scho vill Efforte gemaach an déi dote Richtung.

Am Moment ass de Projet vun enger nationaler Strategie fir d'nohaltege Finanzen an der Consultatiounsphas. Ech wëll och drop hiweisen, dass Lëtzebuerg dat éischt Land war, wat sech e Kader ginn huet fir nohaltege Obligatiounen an och am September eng Staatsobligatioun lancéiert huet.

Mat dësem Budget gëtt d'Taxe d'abonnement fir nohaltege Fonge reduzéiert. Jee nodeems wéi vill Taxonomie-konform investéiert gëtt, fält d'Tax vun 0,04 % op 0,01 %. Mat dëser Mesure gëtt gréng Investéieren nach méi attraktiv.

Der Iwwerwaachungskommissioun vum Finanzsektor no si 4.675 Milliarde Fongen op onser Plaz placéiert. Et ass awer net gewosst, wéi vill der dovunner och nohaltege investéiert sinn. Dat wär par contre immens wichteg, fir ze wëssen, wéi vill ons Finanzplaz an also ons Ekonomie Klima- an Ëmweltfinanzrisiken ausgesat ass an och fir de Greenwashing ze verhënnere.

Dofir wär et wichteg, méi Transparenz an d'Finanzaktivitéiten ze kréien, zum Beispill andeems een am Kader vum Reporting och den Impakt op d'Ëmwelt an de Klima misst uginnt. D'Europäesch Zentralbank weist iwwregens och drop hin, dass een déi Riske soll materialiséieren. Si sinn net nëmme fir de Klima, mee och reng finanziell gesinn héich problematesch.

A wat nohaltege Investissementer ueget, ass et natierlech och wichteg, dass mir als Staat mam gudden Beispill virginn an dem Sektour weisen, wou d'Rees soll higoen. Och wann de Pensiounsfong sech eng Ligne directrice ginn huet fir nohaltege Investissementer, esou bleiwen trotzdem nach eng Rei fossill Aktivitéiten am Portfolio vum Fong.

Och de rezenten Nohaltegkeetsrapport weist, dass d'Investitiounen vum Pensiounsfong am Moment weeder en ligne mat dem 1,5- nach mat dem 2-Zenario sinn, mee éischer mat engem 2- bis 3-Zenario. Dat ass sécher besser wéi den Duerchschnitt, an awer geet dat net duer. Och beim Fonds souverain intergénérationnel gëtt et nach Loft no uewen.

Den norwegesche Pensiounsfong kéint een als gutt Beispill huelen, deen eng systematesch Exklusivitéit huet, wat d'Firmen ueget, déi Waffen oder Tubak produziéieren respektiv Mënscherechter verletzen. Den australesche Pensiounsfong huet sech iwwregens kierzlech zum Prinzip vun der Klimaneutralitéit bekannt.

Fir ons Pensiounen beschtméiglech ofzeséieren an am Interessi vun all onsen nächste Generatiounen ze investéieren, musse mir de Wee vun enger nohalteger Transitioun vun deene Jolde aus de Fonge weidermaachen, wéi mer dat jo och d'lescht Woch an enger Motioun festgehalten hunn.

A wann et néideg ass, solle mer hei och de legale Kader upassen an derfir suergen, dass déi Fongen déi néideg Expertise kréien, fir d'Decisiounen an deem Sënn ze huelen.

Erlaab mir nach kuerz op d'Landwirtschaft anze-geen, déi vläicht a puncto PIB net esou an d'Gewicht fält, mee awer fir onst Land vu gréisster Traditioun a Wichtigkeet ass. An der Coronakris ass ons nach eemol alleguerten däitlech ginn, wéi wichteg eng regional Liewensmëttelproduktioun ass.

Grad d'Landwirtschaft steet weinst dem Klimawandel staark ënner Drock an ass awer gläichzäiteg och weinst hirem Impakt op d'Ëmwelt gefuerdert, nei Weeër ze goen. Nëmmen esou kann d'Landwirtschaft zu Lëtzebuerg laangfristeg méi resilient ginn.

Mir müssen d'Landwirtschaft op deem Wee konsequent ënnerstëtzen. An dëser Kris huet sech och erausgestallt, dass grad méi kleng, an awer och Betreiber, déi méi nohaltege schaffen, besser duerch d'Kris kommen. Dat ass also de Wee, dee mir weidergoe müssen.

An engem Sondage vun ATOZ hunn d'Hallschent vun de Befroten ënnerstrach, dass mer d'Konsumverhalten an eiser Gesellschaft müssen a Fro stellen. D'Demande no Bioproduite geet och weider an d'Luucht. Mëtterweil ginn d'Haushalter zu Lëtzebuerg am Schnëtt 12 % fir biologesch Produiten aus. Fir dës Demanden ze decken, muss awer ëmmer nach de Gros importéiert ginn.

Dofir ass et gutt, dass mir héich Ziler am Beräich Bio hunn: 20 % bis 2025, 100 % bis 2050. A fir d'Ëmsetzung vum Bioaktiounsplang sinn am Budget fir d'nächst Joer 525.000 Euro virgesinn, déi sollen déi nächst Joren och nach weider dann an d'Luucht goen.

Et heescht elo natierlech, de Bioaktiounsplang weider mat konkrete Mesuren ze fëllen an och ze kucken, dass d'ëffentlech Hëllef esou attraktiv sinn, dass d'Ëmklammer sech wierklech lount. Et muss och weider dru geschafft ginn, dass déi lokal Of-sazmäert fir d'Produite vun onse Baueren do sinn.

Ons Landwirtschaft produziéiert iwwregens virun allem Rand- a Schwéngfleesch grad ewéi Mëllech an ass och op den Export ugewise. Bei de Pouleten an den Eeër gëtt et par contre nach Potenzial fir de lokale Marché, grad ewéi beim Uebst a Geméis, wou just 1 % respektiv 5 % vun der Demanden hei am Land produziéiert ginn.

D'Regierung huet sech der Entwécklung vun enger lokaler a buedemgebonnener Landwirtschaft verschriwwen, déi also am Aklang mat der Ressource Buedem schafft, déi hir zur Verfügung steet. Am Kader vun der nationaler Ëmsetzung vun der neier europäescher Agrarreform heescht et, ons eng Strategie ze ginn, fir onser Landwirtschaft eng nohaltege Zukunftsperspektiv ze ginn, déi se längerfristeg op zolidd Bee stellt, dat souwuel op sozialem, ökologeschem wéi ekonomeschem Plang.

Här President, Dir Dammen an Hären, fir Lëtzebuerg méi staark opzestellen, hunn ech op d'Wichtigkeet vun Zukunftsinvestitiounen, der sozialer Kohäsioun an der nohalteger Transitioun vun der Ekonomie higewisen. Doduerch gi mer méi resilient a stäerken och d'ëffentlech Finanzen längerfristeg. Ech wëll awer elo nach kuerz op e puer Aspekter vun der Budgetpolitik agoen.

Duerch d'Kris klëmmt d'Staatsschuld d'nächst Joer op 29,4 % vum PIB a klëmmt déi Joren drop souguer weider op iwwer 30 %. Déi zousätzlech Schuld gëtt gemaach, fir eng antizyklisch Politik, fir ons Gesondheet, d'Haushalter an d'Ekonomie ze schützen grad ewéi a wichteg Infrastrukture fir d'energeetesche Transitioun an de Logement ze investéieren.

Eng Austeritéitspolitik hätt de Budget vläicht kuerzfristeg an den Equiliber bruecht, awer schlëmm Suitten op gesondheetlech Plang gehat, d'Ekonomie destabiliséiert, de Chômage wär an d'Luucht gaangen a mir wäeren am Ëmweltschutz zrëckgeworf ginn. D'Käschte vun enger Spuerpolitik wäere fir ons a fir déi nächst Generatiounen vill méi grouss gewiescht.

Den Impakt op d'Staatsschuld ass also net op eng schlecht Gestiou vun der Regierung zrëckzeféieren: An de Joren 2013 bis 2019 ass d'Schuld a Prozent vum PIB nämlech erofgaangen, nodeems se tëscht 2007 an 2013 quasi verdäifacht gouf. Vill-méi ass d'Erhéijung vun der Schuld d'Resultat vun enger proaktiver Gestiou vun der Kris. Dat weist och de Verglach mam Budget vum leschte Joer: Do war am Pluriannuel nach eng d'Staatsverschuldung fir déi Joren drop vun ënner 20 % vum PIB virgesinn, wat den Impakt vun dëser Kris nach eemol verdäitlecht, wa mer kucken, wou mer haut stinn.

Ech wëll och drop hiweisen, dass d'Konditiounen, fir Suen ze léinen, am Moment immens favorabel sinn a mer ganz wäit ewech vun de Maastricht-Krittäre si vu 60 % Staatsverschuldung. An och am Verglach mam Ausland sti mer ganz gutt do.

Ech hunn a menger Ried schonn op enger Rei Plazen op nei méiglech Recetten higewisen, déi gläichzäiteg och als wichteg Lenkungsinstrumenter fir d'Erreeche vu wichtige politeschen Ziler kéinten déngen. D'Grundsteuer, eng Recette, déi gréisstendeels onofhängeg vun enger ekonomescher Kris

wär, ass do e Beispill. Den internationale Verglach weist och, dass Lëtzebuerg dat Land ass mat deenen niddregste Grondsteieren an der OCDE.

Eng weider Pist ass den Ausbau vum Prinzip vum Pollueur-payeur, wéi mer dat och mat der CO₂-Steier gemaach hunn. Den Ausbau vum deem Prinzip wär awer och an anere Beräicher denkbar. Ech erënnere zum Beispill un d'Evaluatioun vun der Autossteuer, wéi se am PNEC (ndlr: Plan national intégré en matière d'énergie et de climat) virgesinn ass. D'OCDE weist drop hin, dass Lëtzebuerg mat knapp 68 Milliounen järeliche Recetten eent vun de Länner ass, wou d'Recettë vun der Autossteuer am klengste si par rapport zum PIB, an dat obwuel mir dat Land an der Europäescher Unioen si mat de meeschten Autoe pro Kapp.

Schliisslech wëll ech drop hiweisen, dass och Mesurë fir méi Steiergerechtegkeet zu neie Recettë fir de Staat féiere kéinten. All déi Piste wäerte mer dann am Kader vun der Steuerdebat am nächste Joer kënnen ausféierlech diskutéieren. An ech freeë mech dorop.

E weidere wichtige Punkt an deem Kontext sinn d'Dépenses fiscales respektiv d'Steierbegünstigungen, déi e Steierausfall mat sech bréngen.

Iwwert d'Jore sinn an onsem Steiersystem eng ganz Partie där Steierbegünstigungen zesumme-komm. An der Annex 10 vum Budget pluriannuel sinn 19 Dépense-fiscalle mat engem Gesamtkäschtepunkt fir d'nächst Joer vun 1,17 Milliarden Euro opgezielt.

De Staatsrot huet a sengem Avis zum Budget vum 2015 drop higewisen, dass de Budgetsprojert net de Käschtepunkt vun alle Steierbegünstigungen opféiert, esou zum Beispill de Regimm vum Amortissement fir Locatiounswunnengen, duerch deen all Joer 50 Milliounen manner Recetten erakommen.

Steierbegünstigunge gi jo ëmmer mat engem Zil agefouert, an ech mengen, et wär wichteg am Interêt vun enger gudder Budgetpolitik, fir déi verschiddenen Dépenses fiscales reegelméisseg ënnert d'Lupp ze huelen an se op hir Effikassitéit an hir Objektiv hin ze analyséieren a le cas échéant unzepassen. An an deem Sënn wär et natierlech och sënnavoll, fir nei steierlech Mesurë bei hirer Aféierung, esou wäit dat méiglech ass, ze chiffréieren.

Mat dësem Budget schafe mir jo och eng Rei Steierbegünstigung respektiv Schlupflächer of respektiv reforméiere se: d'FIS Immobilier, d'Stock-options a nach den Amortissement accéléré. An ech si schonn op déi Beispiller agaangen.

Et ass natierlech och wichteg, eng méiglechste cibléiert Budgetpolitik ze maachen, zum Beispill fir d'Klima- an d'Ëmweltziler ze erreechen. Mat dësem Budgetsprojert gi jo och d'Montante fir d'Ëmsetzung vum Klima- an Energieplang zesummen opgefouert an eng CO₂-Steier gëtt agefouert.

Dat sinn also Elementer vun engem Green Budgeting, also enger Steuer- a Budgetpolitik, déi kohärent par rapport zu den internationalen a nationale Klimaziler wëllt sinn a sech déi néideg Moyene fir d'Evaluatioun dozou gëtt, fir eeben d'Kohärenz vun der Budgetpolitik par rapport zu deenen Objektiv ze analyséieren.

D'OCDE huet Prinzipien vum Green Budgeting agefouert, an a Frankräich - eent vun de Länner, dat sech de Green Budgeting op de Fändel geschriwwen huet - gouf am September en éischte Rapport sur l'impact environnemental du budget de l'État gemaach.

En vue vun de groussen Erausforderungen, déi mer an deem Beräich hunn, wär och e Weiderentwéckele vun dem Green Budgeting zu Lëtzebuerg sënnavoll. En éischte Schrëtt wier hei, fir bei den Ausgabe fir den nationalen Energie- a Klimaplang am Budget systematesch méi Detailler ze ginn. Et wär awer och eng sënnavoll Analys, fir dat op weider Beräicher auszedeeenen, den Impakt vun de Steiermesuren op de Klima an d'Ëmwelt zum Beispill, respektiv änlech wéi a Frankräich e ganze Rapport dozou ze maachen, deen de Budgetsprojert op d'Klima- an Ëmweltziler hin analyséiert. Den Nohaltegkeetscheck fir Gesetzesprojete kéint hei och eng wichteg Roll spillen, andeems een domat de Klima- an Ëmweltimpakt vun neie Steiermesuren evaluéiert.

Iwwert de Green Budgeting eraus ass eng cibléiert Budgetpolitik, déi Ziler fixéiert an d'Erreeche vun dësen Ziler evaluéiert, e wichtigen Outil fir eng méi effikass Finanzpolitik. Mir schwätzen da vun enger Budgetisatioun no Objektiv, déi och scho vu fréiere Budgetsrapporturen thematiséiert ginn ass.

An an deem Kontext géif ech och gären op de PIB du bien-être zrëckkommen, e ganz wichtigen Indicateur nieft dem classesche PIB, och Thema vum leschte Budgetsrapporteur, dem Yves Cichro.

Obwuel an de leschten zéng Joer de PIB pro Kapp ëm 12 % geklommen ass, esou ass de „Luxembourg Index of Well-Being“ just ëm 1 % an d'Luucht gaangen. An dat weist ons däitlech, dass déi wirtschaftlech Entwécklung als Indicateur fir d'Evaluatioun vun onse Politicken net duergeet. Obwuel mir



ons ekonomesch an de leschten zéng Joer zwar weiderentwéckelt hunn, ass d'Wuelbefanne vun onser Populatioun just stabil bliwwen.

An hirem Avis zum Staatsbudget thematiséiert d'Cour des comptes an engem ganze Kapitel d'Evaluatioun vun de Politicken a weist drop hin, dass de PIB näischt iwwert d'Inklusioun, d'Nohaltegkeet oder eeben d'Wuelbefannen ausseet an dass mir do fir aner Indicateure gradesou mussen consideréieren.

A mengem schrëftleche Rapport hunn ech dofir och probéiert, eng breet Analys vun der aktueller Situatioun zu Lëtzebuerg ze maachen a vill verschidden Aspekter beliicht, dorënner och den Zoustand vun der Ëmwelt an d'sozial Situatioun zu Lëtzebuerg.

Am Budgetsprojert faasst d'Regierung iwwregens en Tableau de bord, deen op den Indicateure vum PI-Bien-être baséiert, an d'Aen, fir eng méi cibléiert Budgetspolitik ze maachen. An dat wär jo wierklech eng gutt Saach, a vläicht kritt de Finanzministère dat jo scho fir den nächste Budgetsprojert hin.

Zum Schluss nach e Wuert zu de Gemeengefinanzen: Grad ewéi den Zentralstaat sinn d'Gemenge finanziell staark vun dëser Kris betraff. D'Administrations locales hunn dëst Joer en Defizit vun 213 Milliounen Euro. Et gëtt elo nach eemol daitlech, awéiwäit d'Gemengen engersäits vum Staat an anersäits vun der wirtschaftlecher Entwécklung ofhänken, wat d'Finanzen ugeet. D'Gemengen hu just

wéineg eege Recetten an hänke staark vun der Verdeelung iwwert de Fonds de dotation globale des communes of.

De Syvicol bemierkt a sengem Avis zum Staatsbudget, dass d'Gemengen nach méi wéi den Zentralstaat vun der Konjunktur ofhänken a just wéineg eege steuerlech Sourcen hunn.

Et sollt ee sech also elo scho Gedanke maachen, wéi een d'Gemeengefinanze méi stabil a resilient mécht. An där Hisiicht ass d'Evaluatioun vun der Gemeengefinanzreform wichteg an do sollt een och d'Léieren aus dësem Krisejoer consideréieren. Och en vue vu stabelen an eegene Recettë fir d'Gemengen ass d'Grundsteuerreform natierlech wichteg.

Här President, Dir Dammen an Hären, dëse Budget 2021 ass weinst dem aktuelle Kontext sécher en aussergewöhnleche Budget. E steet ënnert dem Liicht vun enger globaler Pandemie. A wéi et budgetär an ekonomesch an deenen nächste Méint virugeet, wäert maassgeblech domadder zesummenhänken, wéi mir duerch dës Pandemie kommen. Do schafen déi gutt Nouvelles aus de leschte Woche ronderëm e méiglechen Impfstoff eng Perspektiv a maache virsichteg Hoffnung.

Fir déi aner, déi méi laangfristeg Krisen, op déi ech a menger Ried agaange sinn, gëtt et awer keen Impfstoff. Do gëllt et, déi richteg Léieren aus der aktueller Situatioun ze zéien, fir eise Budget, eise

Staat an eis Gesellschaft an Zukunft op méi zolid Féiss ze stellen.

Fir gutt duerch déi verschidde Krisen ze kommen, mat deene mir konfrontéiert sinn, Corona, Klima, Logement an anerer, fir zesumme méi staark a resilient ze ginn, brauche mir e staarken a proaktive Staat, dee preventiv investéiert an domat eist Land op d'Zukunft virbereet.

D'Coronakris huet eis gewisen, wéi wichteg et ass, onse Gesondheetssystem ze stäerken, fir eis besser op Pandemië virzubereeden. Gläichzäiteg rappeléieren eis déi éischt Effekter vun der Klimakris, dass elo net de Moment ass, fir labber ze loosse, mee dass mir grad elo weider an d'ökologesch Transitioun, an eng nohalteg Mobilitéit, an de Schutz vun onser Natur mussen investéieren.

De Staat muss d'sozial Gerechtegkeet garantéieren duerch méi ëffentleche Wunnengsbau an eng Fiskaliteit, déi d'Klimatransitioun fërdert an d'Facteuren Aarbecht, Kapital an Ëmwelt equilibréiert besteiert.

Mir brauchen eng méi inklusiv Gesellschaft, wou all d'Leit déi selwecht Chancen hunn, um politesche Liwen deelzehuelen a kee vergiess gëtt. A mir mussen eng Economie ënnerstëtzen, déi d'Limite vum Planéit respektéiert an esou och selwer méi widerstandsfäeg gëtt, sief dat um Niveau vun der Finanzplaz, der Industrie oder der Landwirtschaft, fir just déi Beispiller ze nennen.

Zu gudder Lescht mussen mer och d'Staatsfinanze stäerken, andeems mir se mat Hëllef vu komplementären Indicateure méi cibléieren, d'Recettë méi krisefest maachen, fiskal Mesuren evaluéieren an den Impakt op Klima an Ëmwelt berücksichtegen.

Dëse Budget ass kee rene Krisebudget. Villméi liwwert en éischt Äntwerten derfir, wéi eis dat gélinge kann. E leet domadder d'Weiche fir eng méi grondsätzlech Neiausrichtung vun eise budgetären a fiskale Kader. Mee mir däerfen eis net ausrouen. Mir mussen de Wee, dee mir ageschloen hunn, konsequent weidergoen an elo déi richteg Léieren aus der aktueller Situatioun zéien.

A wa mir eis zesumme fir dëse Wee engagéieren, da sinn ech optimistesche, Dir Dammen an Hären, da komme mir zesumme méi staark aus dëser Kris. An an deem Sënn soen ech lech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vum Här Budgetsrapporteur François Benoy.

Muer de Moien um aacht Auer héiere mer een Exposé vum Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(*La séance publique est levée à 15.45 heures.*)



Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Fernand Etgen, Président

2. Question urgente n° 3308 de M. Marc Spautz concernant les nouvelles mesures sanitaires au sein de certaines maisons de retraite et de soins

- M. Marc Spautz - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

3. 7666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 [...]

et

7667 - Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024 (suite)

- Exposé : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

4. 7666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 [...]

et

7667 - Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024 (suite)

- Discussion générale : Mme Martine Hansen (dépôt des motions 1 et 2) - M. Gilles Baum (intervention de M. André Bauler) - M. Georges Engel (interventions de M. le Ministre Pierre Gramegna, M. André Bauler, M. Sven Clement, Mme Martine Hansen, M. Gilles Roth, Mme Martine Hansen, M. André Bauler et M. Marc Spautz pour fait personnel) - Mme Josée Lorsché

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Dan Kersch et M. François Bausch, Vice-Premiers Ministres ; M. Pierre Gramegna, Mme Corinne Cahen et Mme Sam Tanson, Ministres.

(*La séance publique est ouverte à 08.01 heures.*)

1. Ouverture de la séance publique

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(*Négation*)

2. Question urgente n° 3308 de M. Marc Spautz concernant les nouvelles mesures sanitaires au sein de certaines maisons de retraite et de soins

Mir fänken d'Sitzung vun de Moien u mat der Question urgente Nummer 3308 vum honorabelen Här Marc Spautz iwwert déi sanitär Mesuren an den Alters- a Fleegeheimer. Den Här Spautz huet fënnf Minutten, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vun der Madamm Ministesch eventuell eng Zousazfro ze stellen. An der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn amgaangen, op Chrëschttag zouzegoen an Neijoerschdag. An och eis Leit, déi zu der Economie an dem Opbau vum Lëtzeburger Land bäigedroen hunn, sinn amgaangen, sech mat de Joresenfeieren ze beschäftegen. An a verschiddenen Alters- a Fleegeheimer sinn déi lescht Deeg Notten a Circulären erauskomm, wou et heescht, dass een d'Haus net méi - tëschent Guilemeten - „däerf“ verloossen, well wann ee soss fortgeet, dass een dann an eng Quarantän muss. An déi Quarantän ka bis zu siwen Deeg bedroen, esou an Nötte vu verschiddenen Haiser.

Ech wëll awer ganz kloer betounen: Et ass net an all Haus esou, well ech hu mech ameséiert, an déi eenzel Haiser unzeruffen, mee et ass a verschiddenen Haiser esou, wou Leit dat net verstinn. Ech weess, dass et ëmmer e Seeldanz ass, fir et emol esou auszedrücken: Wat ass dat eent a wat ass dat anert, wat ass d'Fräiheet a wat ass d'Gesondheet?

Mee wann een dat liest a verschiddenen Note-internen, do stelle Leit sech awer da Froen. An ech wëll drun erënneren: Mir hunn hei virun dräi Woche mat der Madamm Familljeministesche a mat der Madamm Gesondheetsministesch schonn eng Kéier diskutéiert iwwert d'Strategien an den Alters- a Fleegeheimer a mir hunn och deemools dovu geschwat, an et war och d'CCDH, den Här Pregno, deen drop higewisen huet, dass ee muss oppassen, och wat d'mënschlech Fräiheet ass, och wat d'Fräiheet ass vun de Leit, wéi se sech kënne beweegen.

An do stelle sech dann och juristesche Froen. Kann een engem erwuessene Mënsch einfach soen: „Du gees elo net méi eraus an du bleifs heibannen“? Engem erwuessene Mënsch, deen nach tiptopp an der Rei ass - well mir hu jo an den Alters- a Fleegeheimer Leit mat engem Gebriechechen, mir hunn awer och Leit do, déi tiptopp an der Rei sinn, déi just do wunnen, well se sech fir déi Wunnform decidéiert hunn.

An do stellt sech d'Fro: Wat ass genau d'Strategie, déi do hannendrustécht? Wat kann d'Ministesche eis dozou soen? Wat ass do mat den Haiser ofgemaach? Wat ass ofgemaach mat der COPAS? Mir wësse jo, dass en Accord gemaach ginn ass tëschent der Regierung an der COPAS, mee dass et nach ëmmer d'Haiser u sech sinn, déi do decidéieren.

Wéi ass et mat dem juristesche Volet? Kënne mir Leit vu 75, 80 Joer einfach soen: „Du bass age-

spart, du gees elo während siwen Deeg net méi eraus“? Firwat kommen ech op déi siwen Deeg?

Wann eng Groussmamm oder e Grousspapp decidéiert, Chrëschttag bei d'Famill ze goen, da geet se Neijoerschdag net méi. Well wann Der 25 plus 7 huet, da kommt Der net op 32, mee da kommt Der op den 1. Januar. An do ass awer d'Fro, déi sech muss stellen: Geet dat oder geet dat net? A wat ass do ofgemaach?

Déi selwecht Diskussioun ass déi mat de Schnelltester. Et si jo Schnelltester an deene jeeeweilegen Haiser. Wéi ass et do mam Besuch fir Chrëschttag an Neijoerschdag? Wat ass do vu Besuch erlaabt? Wat ass do vu Besuch méiglech? Kann d'Famill d'Bomi oder de Bopi, d'Tatta oder de Monni besiche goen oder net? Si genuch Schnelltester do, fir dat kënnen ze maachen? Wat ass do de Plang?

Mir hate gesot kritt an der deemoleger Debatt, dass dat alles mat den Haiser ofgemaach wier. Sinn all déi Haiser en possession vun deene Schnelltester? Oder huet den ..., net den Usager, mee deejéinegen, deen op Besuch geet, besser, e geet sech an d'Apdikt e Schnelltest sichen, fir och do dann ze wëssen: „Däerf ech eran oder däerf ech net eran?“ A wat bedeit dat fir meng Mamm, meng Schwéiermamm oder meng Tatta oder mäi Monni, wann ech déi elo besiche ginn? Mussen déi dann a Quarantän fir déi nächst siwen Deeg oder net, well ech dohin-nergaange sinn?

An do ass d'Fro un d'Regierung: Wat ass do genau ofgemaach? Wat hunn do d'Haiser vu Virschrëfte kritt vum Ministère? A wat ass do vun hinne selwer decidéiert?

Villmools merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Spautz. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Familljeministesche, d'Madamm Corinne Cahen.

■ **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, fir fir d'éischt emol dem honorabelen Deputéierte Merci ze soe fir déi Question urgente.

Ech hunn an de leschten Deeg, grad wéi Dir och, Här Spautz, vill mat Chargé-de-directionen uechtert d'Land geschwat, telefonéiert, fir e bëssen ze wëssen och, wou se dru sinn, wéi d'Situatioun bei hinne am Haus ass. Dat kréie mer jo ëmmer nees gemellt. An effektiv hunn ech dat nämmlecht erausfonnt wéi Dir, nämlech dass verschidden Haiser gesot hunn, fir net ze soen, déi meeschten Haiser oder ganz vill Haiser gesot hunn: „Hei wannechge-lift, gitt net bei Är Famill iwwert d'Feierdeeg! A wann Der gitt - et däerf ee goen, et gëtt keen age-sparrt -, da muss een awer siwen Deeg a Quarantän goen, wann een zrëckkënn, fir all déi aner ze beschützen.“

D'Chargé-de-directione soe mir: „Wësst Der, Madamm Minister, mir hu Lieu-dédiéen hei, wou d'Leit op Besuch kommen, a souguer do - a souguer do! - hale se d'Masken heiansdo net un, a souguer do mussen mer dann héieren: „O papperlapapp, dee Mask do.“ Ma wéi ass et dann doheem bei de Leit? An do, mengen ech, mussen mer awer och kucken, dass d'Communauté geschützt gëtt.

An den Här Spautz huet Recht, et ass dee Seeldanz-akt, wéi Dir dat elo genannt hutt, tëschent Fräiheet a Sécherheet. Et ass de Seeldanzakt tëschent dem Eenzelnen, dee mat senger Famill wëllt feieren, an der Communautéit am Haus, op déi ee muss oppassen. Et ass de Seeldanzakt tëschent der Situatioun vum eenzelnen Haus, par rapport zu hirer Infrastruktur, zu hire Clientë géint och déi allgemeng Situatioun am Land.

A mir wëssen, dass d'Chifferen nach ëmmer héich sinn. An ech kann lech assuréieren, dass, wann de Virus bis an engem Haus ass, dann ass et ganz, ganz schwierig, fir en anzedämmen. Da geet e ganz séier weider, net nëmme bei de Bewunner, mee och beim Personal. An do ass wierklech dee Seeldanzakt, deen tëschent der Autonomie an der Fräiheet vum Resident ... An et huet jiddwereen d'Fräiheet! Et däerf jiddwereen, also ech hunn nach net héieren, dass een net dierft bei d'Famill heemgoen, mee mat der Konsequenz, dass, wann en zrëckkënn, en da muss a Quarantän bliewen, bis dass de siwenten Dag en negativen Test do ass.

Allerdéngs hunn en contrepatrie déi Haiser, déi dat doten decidéiert hunn, och decidéiert, d'Besuchszäite massiv auszebauen, dat heescht ze soen: „Ma, de 24., 25., 26. a 27. Dezember grad wéi och den 31. Dezember an den 1. Januar kënne vill méi Leit op Besuch kommen.“ Si hunn d'Plagen ausgeweit, wou ee kann op Besuch kommen, dacks awer op Umeldung, net einfach esou „O, ech sprangen elo emol laanscht“, nee, mat Umeldung dann, well ëmmer tëschent dem Besuch d'Zëmmer nees muss desinfizéiert ginn.

Ech mengen, wa mer ons an engem Punkt heiban-nen eens sinn, dann ass et dee fir ze soen, dass all Doudege weinst dem Covid-19-Virus en Doudegen ze vill ass, an dass mer alleguerten alles mussen maachen, fir dat ze evitéieren, an dass mer alleguerten heibanne grad wéi dobaussen am ganze Land keen um Gewësse wëllen hunn.

An dofir sinn ech frou, dass mer de Moien nach eng Kéier kënnen driwwer schwätzen an ech si bereet, ëmmer ze kommen, wann Der mech rufft, fir driwwer ze schwätzen. An ech hunn och mat ganz ville Chargé-de-directione geschwat, déi gesot hunn: „Ma sot hinne, se solle mech roueg uruffen! Dann erklären ech hinne, wéi et hei fonctionéiert, dann erklären ech, wéi d'Situatioun ass.“ Well da gesitt Der, dass et net gradesou einfach ass, dee Seeldanzakt, wéi den Här Spautz e genannt huet. An ech mengen, et huet och keen heibanne gesot, dass en einfach ass, dee Seeldanzakt.

Jo, et kann een op Besuch goen, fir Är Fro ze beäntwerthen. Jo, et si genuch Schnelltester do. Mee och bei de Schnelltester, do hu mer als Regierung gesot: „Jo, sot dem Besuch, e soll e Schnelltest maachen!“ Mee dat dispenséiert lech awer net, en negativen Test, fir de Mask unzedoen! Dat dispenséiert lech net, fir d'Distanzen ze halen! An dat ass alles, wat am Moment gefrot gëtt. An et gëtt elo eng schwéier Zäit, well eeben déi Feierdeeg kommen.

Mee ech recommandéieren lech d'Lektür vun engem Artikel, deen ech och gëschter geschéckt kritt hu vu „Spiegel.de“, SPIEGEL-Wissenschaft: „Jesus hätte Oma nicht besucht.“ An ech erlabe mer do, en Abschnitt doraus virzeliesen: „Worum es wirklich geht: Es sollen möglichst wenige